



**Consultation publique de l'Arcep relative à
l'interopérabilité et à la portabilité des services d'informatique en
nuage (cloud)
Contribution de Numeum**

Numeum, premier syndicat professionnel des entreprises du numérique en France, a participé activement aux débats sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (SREN), en particulier sur les sujets liés à l'anticipation de certaines mesures concernant le cloud pour la plupart issues du règlement européen *Data Act*. Nous avons en particulier défendu une anticipation dans les mêmes termes du texte européen, qui est d'application directe. Notre objectif a toujours été clair : donner aux clients la liberté de choix technologique la plus complète.

Nous saluons la qualité de la consultation ouverte par l'Arcep et son choix d'émettre une recommandation dépourvue de toute portée normative, afin d'orienter les acteurs de la filière vers des bonnes pratiques en matière d'interopérabilité et de portabilité des services cloud. Ce choix s'inscrit pleinement dans l'objectif d'une articulation optimale entre le cadre français et le cadre européen prévu par le *Data Act*.

Les recommandations et interrogations partagées ci-après au nom de nos membres visent à apporter les précisions nécessaires pour que les entreprises puissent se mettre en conformité de manière rapide, univoque et respectant le cadre posé par le *Data Act*.

Q1 : Les informations proposées couvrent-elles selon vous les besoins des clients pour comprendre les modalités de portabilité et d'interopérabilité d'un service cloud ? Sinon, comment cette liste devrait-elle être modifiée selon vous ?

Réponse de Numeum :

Numeum encourage l'approche soutenue par l'Arcep qui favoriserait une meilleure interopérabilité et un échange de données fluide. La liste proposée présente une portée vaste qui ne tient pas toujours compte de la responsabilité partagée entre fournisseur et client qu'implique la migration de données. Elle devrait mieux refléter la nature client-centrée du processus de migration.

Il est en effet essentiel de rappeler que **la stratégie de migration de données relève aussi de la responsabilité du client**. Dans ce cadre, certains éléments de la liste des 14 points (inspirée de SWIPO mais allant au-delà) ne tiennent pas forcément compte de cette réalité car ils dépendent fortement de facteurs spécifiques au client que les fournisseurs ne peuvent pas prédéterminer, tels que :

- Les capacités réseau du client (bande passante et connectivité) ;
- Les volumes et types de données ;

- L'architecture des applications ;
- Les exigences d'intégration ;
- Les exigences de continuité des services ;
- Les exigences de sécurité des données ;
- Les cas d'usage spécifiques du client.

Aussi, certaines informations demandées dépassent le périmètre d'action du fournisseur de services cloud, ou sont difficilement généralisables, car pouvant dépendre de facteurs spécifiques propres au client que le fournisseur ne peut pas toujours préciser à l'avance. Dès lors, plusieurs des points figurant dans cette liste mériteraient d'être revus à l'aune de ce contexte.

Une approche plus pragmatique consisterait à déterminer quels éléments restent sous la responsabilité du client et à concentrer la liste sur les éléments que les fournisseurs seraient réellement en mesure de partager (et éviter d'imposer des exigences qui ne seraient pas forcément réalisables en pratique), par exemple :

- Méthodes disponibles pour la migration y compris les protections, les restrictions et les limitations techniques connues ;
- Recommandations générales sur les bonnes pratiques en matière de garantie de l'intégrité des données et de prévention contre la perte de données lors de la migration ;
- Référence de la documentation des API permettant la mise en œuvre de la portabilité et de l'interopérabilité ;
- Processus de résiliation et politiques de conservation de données, tels que définis dans les contrats, les accords de licence et les conditions générales.

Q2 : Avez-vous d'autres commentaires sur cette recommandation ?

Réponse de Numeum :

Dans une logique de soutien à une régulation équilibrée et efficace, nous encourageons l'Arcep à s'appuyer autant que possible sur les normes internationales et européennes existantes en matière d'interopérabilité et de portabilité dans le Cloud. Des instances telles que l'ISO, le CEN-CENELEC ou encore l'ETSI offrent aussi des cadres de normalisation pertinents et qui rassemblent une large participation des parties prenantes. Il pourrait à ce titre être pertinent d'intégrer à moyen-terme les normes européennes qui pourraient émerger dans le cadre des travaux en cours au sein du CEN-CENELEC ou de l'ETSI, afin d'assurer une cohérence avec les initiatives européennes.

Dans cette logique, il semble par ailleurs essentiel que les travaux engagés par l'Arcep (par exemple, identification de standards existants pertinents, services spécifiques nécessitant des travaux de normalisation) nourrissent les discussions engagées au niveau européen dans le cadre de l'application du *Data Act*.

Nous souhaitons également attirer l'attention sur la faisabilité de l'ensemble des éléments de la recommandation en ce qui concerne d'autres services, particulièrement les services en SaaS. En effet, la diversité, la spécialisation et l'ancrage métier des offres SaaS rendent l'hypothèse d'une

harmonisation totale complexe. D'une manière générale, ces exigences reposent sur une vision assez figée du logiciel, inspirée du modèle IaaS, avec une hypothèse implicite de transfert complet qui ne peut s'appliquer aux services SaaS.

Q3 : Le délai de préavis proposé vous semble-t-il approprié ? Dans le cas contraire, quel délai préconisez-vous ? Pourquoi ?

Réponse de Numeum :

Le délai de préavis de douze mois proposé dans le projet de recommandation paraît approprié. Cependant, il serait utile d'établir des exceptions à cette exigence lorsque certains événements (événement géopolitique, faille de sécurité, vulnérabilité critique, besoin impérieux d'optimisation des performances...) peuvent motiver une mise à jour urgente pouvant nécessiter des délais plus resserrés.

De ce fait, il semble raisonnable d'établir des précisions sur les exceptions relatives à la réduction du délai de préavis pour garantir à la fois la sécurité des environnements et une continuité opérationnelle (par exemple lorsque le changement est nécessaire pour remédier à des vulnérabilités de sécurité ou à des situations d'urgence, pour répondre à des exigences légales ou réglementaires, pour répondre à des revendications de propriété intellectuelle de tiers, ou pour atténuer les risques liés à l'intégrité du service)

Q4 : L'adoption généralisée de la spécification OpenAPI vous semble-t-elle souhaitable, notamment afin de permettre une documentation des API harmonisée ?

Réponse de Numeum :

Si nous partageons la volonté d'harmoniser l'adoption d'une solution permettant une documentation des API, il convient d'être vigilant dans le choix de préconiser une spécification en particulier dans la mesure où à terme ce choix pourrait conditionner l'accès au marché (de surcroît si la spécification choisie ne réunit pas le consensus parmi tous les acteurs du marché).

Par conséquent, nous suggérons une plus grande flexibilité dans le choix de la spécification, par exemple en ajoutant **une mention : « et/ou des certifications équivalentes »**. Cela s'inscrit dans une volonté de laisser aux fournisseurs la liberté de recourir à la solution la mieux adaptée à leurs architectures et à l'évolution des standards industriels, tout en favorisant une convergence dans la documentation des API.

Nous suggérons en outre de permettre une certaine flexibilité quant à la recommandation de mettre en œuvre de la dernière version de OpenAPI, certains fournisseurs pouvant avoir besoin de délais supplémentaires pour mettre en œuvre cette dernière version, notamment les plus petits acteurs.



Q5 : Avez-vous d'autres commentaires sur cette recommandation ?

Réponse de Numeum :

En complément, même si elle n'est à ce stade pas observable sur l'intégralité du marché, une distinction peut progressivement être identifiée entre deux catégories d'API :

- Les API publiques ou exposées en continu, qui sont conçues pour être utilisées de manière récurrente ou dans des cas d'usage tiers, par exemple pour l'intégration à des services ou plateformes externes. Ces API doivent généralement répondre à des exigences strictes en matière de disponibilité, de performance, de sécurité et de rétrocompatibilité.
- Les API dédiées exclusivement au *switching* (par exemple de services SaaS), c'est-à-dire mises à disposition dans le cadre d'une procédure ponctuelle de changement de fournisseur. Ces API sont utilisées dans un contexte circonscrit, souvent en mode « *one shot* », pour permettre l'extraction et la transmission de données vers un nouveau prestataire. Dans ce cas, les exigences de disponibilité sont différentes : il s'agit moins d'une exposition continue que d'une accessibilité garantie à la demande, avec des mécanismes d'activation encadrés.

A propos de Numeum

Numeum est le syndicat patronal et la première organisation des professionnels du numérique en France. Membre de la fédération Syntec qui constitue la deuxième branche représentative du MEDEF, il représente les entreprises de services du numérique (ESN), les éditeurs de logiciels, les plateformes et les sociétés d'Ingénierie et de Conseil en Technologies (ICT). Numeum rassemble plus de 2 500 entreprises adhérentes qui réalisent 85% du chiffre d'affaires total du secteur qui lui-même représente 70 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 670 000 collaborateurs en France. Présidé par Véronique Torner depuis juin 2023, Numeum met en œuvre un projet d'impact pour faire rayonner la filière et fédérer les écosystèmes des professionnels du Numérique en France et en Europe. La présidence se fixe trois grandes priorités : les régions, pour accompagner les adhérents partout en France, les compétences, pour répondre aux défis de l'attractivité et de la mixité, et le numérique responsable pour accompagner et soutenir le développement d'un écosystème numérique dans une trajectoire d'impact positif sur le plan économique, social, sociétal et environnemental. Pour en savoir plus : www.numenum.fr